



## La guerre est sociale

La CEF réunie les 3 et 4 avril 2025, prend acte des mobilisations qui ont rassemblé de nombreux agent-es, pour l'annulation de la décision faisant passer la rémunération de 100 % à 90 % en cas de congés maladie ordinaire, pour des moyens accrus aux services publics, pour l'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice à 6 euros et pour l'abrogation de la réforme des retraites.

Si ces mobilisations viennent satisfaire la nécessité de multiplier les cessations de travail collectives en la période, elles ne sont pas pour autant l'exacte représentation d'une colère pourtant très majoritairement partagée.

Les discours alarmistes conjugués avec les divisions organisées par le patronat, ne servent qu'à valider la logique belliciste du gouvernement qui, sous prétexte du passage en économie de guerre, amplifie les attaques contre la fonction publique territoriale, et plus généralement contre le monde du travail. Ils ne servent qu'à assouvir l'appétit du capital prêt à sacrifier nos enfants sur l'autel du fric à tout prix !

NON la guerre n'est pas la seule issue ! OUI la paix demeure le seul chemin possible et raisonnablement acceptable. La résolution des conflits s'envisage par le prisme d'une diplomatie forte et exonérée de l'avidité de la bourgeoisie.

La réponse aux besoins essentiels de la population passe par le renforcement des solidarités via des moyens à la hauteur des besoins pour les services publics et une sécurité Sociale à 100 %, favorisant l'accès à l'éducation et à la culture, et permettant de vivre dignement de son travail quotidien. La guerre est sociale ! Elle est menée par le patronat contre nos intérêts collectifs.

**La CEF appelle chaque syndicat, chaque camarade, à tout mettre en œuvre pour conduire à la réussite d'un 1<sup>er</sup> mai à la hauteur des enjeux et à construire les mobilisations locales, notamment en déposant des préavis de grève à faire connaître à la permanence fédérale, en s'inscrivant sur les dates prochainement proposées, pour un printemps des luttes offensif et revendicatif.**

À Montreuil, le 4 avril 2025